

## Des écoles sortent de leur bulle

Confrontée à un chômage massif des jeunes, l'Albanie doit réformer entièrement son système de formation professionnelle, hérité de l'ère communiste. La Suisse aide les autorités à moderniser 17 écoles de métiers. L'enseignement y sera désormais plus axé sur la pratique et répondra mieux aux besoins du secteur privé.

(jls) En Albanie, le marché du travail souffre d'un grave déséquilibre. Avec en moyenne 14% de la population active au chômage – un taux qui atteint même 24% chez les jeunes –, l'offre de main-d'œuvre est pléthorique. La demande, en revanche, reste très modeste, car le secteur privé se développe lentement et ne génère que peu d'emplois. Paradoxalement, les entreprises peinent pourtant à trouver du personnel pour les rares postes qu'elles proposent. Elles se heurtent au manque de qualifications des candidats. En cause : le système de formation professionnelle. Il est mal adapté à l'économie de marché et dispense un enseignement purement théorique. Le gouvernement a donc entrepris de le réformer.

### En phase avec le marché du travail

Depuis 2007, la DDC accompagne ce processus national de réforme. En partenariat avec Swisscontact, elle soutient la modernisation et la réorganisation de 17 écoles professionnelles publiques, sur les quarante que compte le pays. Il s'agit notamment d'élaborer de nouveaux plans d'études pour la vingtaine de métiers enseignés, de créer du matériel didactique et de recycler les professeurs. Les nouveaux programmes transmettent des compétences requises

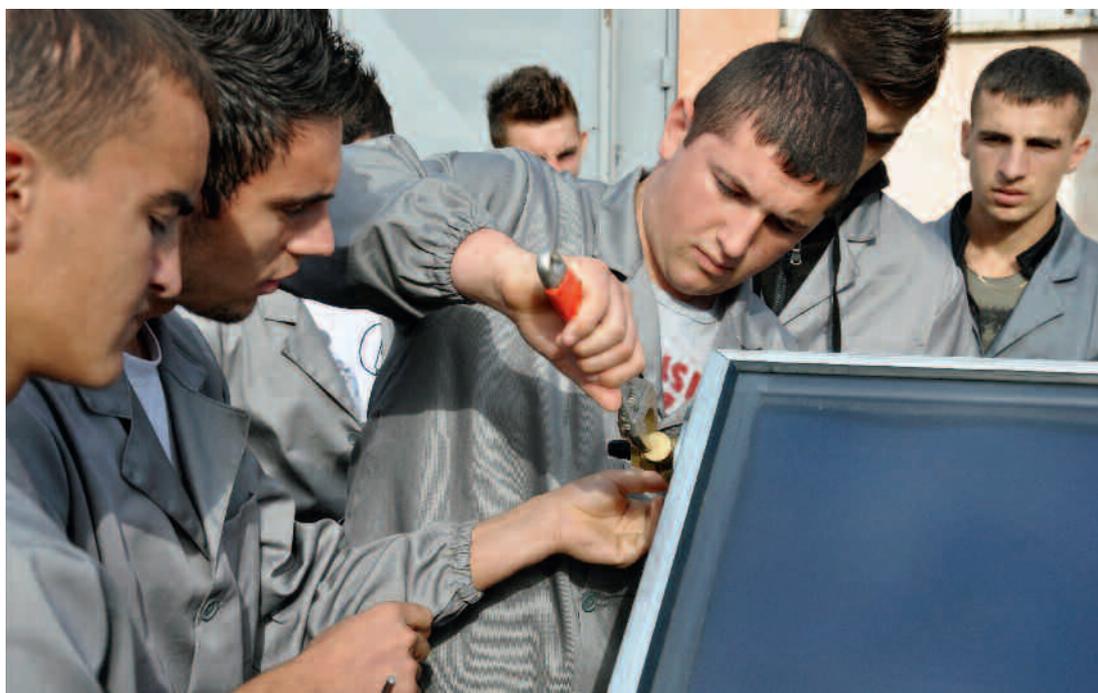
sur le marché du travail et ils accordent une large place à la pratique.

Dans les domaines techniques, tels que le chauffage, la plomberie, les installations sanitaires ou l'informatique, la formation dure trois à quatre ans et les travaux pratiques se déroulent au sein de l'école. « Ces filières accueillent plus de mille étudiants chaque année. Il serait impossible de trouver autant de places de stages dans des entreprises. La participation du secteur privé à la formation reste très fragmentaire », explique Silvana Mjeda, au bureau de la coopération suisse à Tirana. Pour la coiffure et la boulangerie, en revanche, filières dans lesquelles les apprentis sont nettement moins nombreux, des partenariats public-privé ont permis d'établir un concept d'apprentissage qui se rapproche du modèle dual.

« Notre projet a un impact considérable sur l'employabilité des jeunes », relève Silvana Mjeda. Selon des estimations, 70% des étudiants formés dans les écoles bénéficiaires de l'aide suisse trouvent un emploi, alors que la moyenne nationale ne dépasse pas 20%. « La perspective de débouchés a rendu à ces établissements l'attractivité qu'ils avaient perdue au cours des vingt dernières années. » ■

### Promotion de l'emploi au niveau local

Améliorer l'offre de compétences ne suffit pas. La DDC s'attaque maintenant à la demande, toujours excessivement faible en Albanie. Elle cofinance un projet du Programme des Nations Unies pour le développement, qui vise à lutter contre le chômage des jeunes en stimulant la création d'emplois locaux. Des Pactes territoriaux pour l'emploi (PTE) sont mis sur pied dans trois districts du nord-est de l'Albanie. Ils réunissent tous les acteurs, publics et privés, ayant une influence sur le marché du travail de la région. Ensemble, ces derniers identifient les problèmes liés à l'emploi, recherchent des solutions, puis mettent en œuvre les mesures adoptées. Le mécanisme des PTE a été conçu par la Commission européenne en 1996. C'est la première fois qu'il est introduit en Albanie.



*L'Albanie veut axer davantage l'enseignement professionnel sur la pratique. Dans le cadre de leur formation en hydraulique, ces élèves construisent un panneau solaire.*